

COMMENT GENÈVE DÉMINE À DISTANCE

SUCCÈS. En dix ans, l'ONG de l'ex-députée Elisabeth Decrey Warner a fait détruire 20 000 mines antipersonnel. Prochaine étape: la protection des femmes et enfants.

TASHA RUMLEY

Dans le milieu humanitaire, on en riait. «Tout le monde signera, mais personne ne respectera», prédisait-on à Elisabeth Decrey Warner. L'idée qui faisait tant sourire? Amener les groupes armés à renoncer aux mines antipersonnel, comme s'y étaient déjà engagés 156 Etats depuis la conférence à Ottawa en 1997.

Dix ans plus tard, les sarcasmes ont laissé place aux éloges. Trente-neuf groupes du monde entier ont rejoint l'ONG Appel de Genève, paraphé son acte et détruit 20 000 mines de leurs stocks. Ils aident même à nettoyer les zones piégées par leurs soins. D'ovni de l'humanitaire, l'organisation de 25 employés est devenue un exemple, cité par le secrétaire général de l'ONU en 2009.

C'est un tabou qu'a brisé Appel de Genève, qui souffle ses 10 bougies. «Dans les années nonante, la tendance était à ignorer les groupes armés, dans l'espoir que cela les fasse disparaître», se souvient Elisabeth Decrey. La députée socialiste d'alors décide d'entrer en contact direct avec eux, principaux utilisateurs de mines antipersonnel. PKK en Turquie, autorité du Puntland en Somalie, Front de libération islamique Moro aux Philippines, les groupes se laissent lentement convaincre que ces armes aveugles tuent d'abord leurs fem-



DÉMINAGE Elisabeth Decrey Warner négocie avec un groupe armé du nord de l'Irak afin qu'il détruise les mines antipersonnel qu'il a retirées du sol.

mes et leurs enfants et entament leur image de défenseurs du peuple. Cette prise de conscience en vient même à se diffuser entre eux, plus connectés qu'on ne l'imagine. «Un jour, un chef du Sud-Soudan a écrit une lettre à la guérilla colombienne, raconte Elisabeth Decrey. Il leur disait: "Moi aussi j'ai planté cette merde dans notre terre mais ça ne sert à rien!"»

Après des mois, voire des années, les négociations aboutissent par la venue des chefs dans la Cité de Calvin. Ils signent leur engagement dans la salle de l'Alabama, où a été adoptée la première Convention de Genève en 1864. Le canton cosigne même le document et le conserve à la chancellerie. «Le label "Genève" nous ouvre les portes, s'enthousiasme Eli-

sabeth Decrey. Même dans le fin fond du désert, les gens savent ce que cela signifie. En Suisse, on sous-estime beaucoup la portée de ce nom.»

Rebelles et militaires derrière la porte. Malgré son succès, la méthode soulève des inquiétudes. Négocier avec des rebelles, n'est-ce pas légitimer leur existence? Pour s'en prévenir, le texte de l'acte spécifie qu'il n'affecte pas leur statut. L'ONG se défend d'avoir jamais été instrumentalisée à des fins de propagande, sur les sites internet des groupes, par exemple.

En revanche, il est vrai que les négociations ont un impact sur la vie des insurgés. Pour préparer la venue des humanitaires suisses, un cessez-le-feu avec le gouvernement est parfois établi, pour des raisons évidentes

de sécurité. Aux Philippines, le Front Moro et le gouvernement ont dû s'entendre pour l'organiser, alors qu'ils ne se parlaient plus depuis dix-huit mois. «Un commandant de chaque camp nous encadrerait mais ils n'assistèrent pas à nos délibérations, raconte Elisabeth Decrey. Ils ont passé des heures ensemble derrière la porte et, en sortant, le commandant de l'armée m'a dit: "J'ai voulu descendre cet homme pendant des années. Mais là, nous avons réalisé que nous avons des choses à nous dire!"»

Cet effet collatéral des négociations se retrouve en Afrique, aux situations politiques mouvantes. Accepter l'acte est un signe que le groupe armé s'est structuré. Le risque, c'est qu'une faction radicale s'en détache alors, comme l'explique Pascal Bongard, directeur de programme pour l'Afrique. «Dans ce cas, nous essayons d'entrer en contact avec les ailes dissidentes, pour qu'elles respectent aussi l'engagement. Parfois, cela mène même à la réunion des factions, comme en Somalie.»

Au plan des mines antipersonnel, il reste certes de grands acteurs à convaincre, comme les FARC colombiennes. Cependant, les progrès sont palpables et l'Appel de Genève regarde vers de nouveaux horizons. L'ONG se penche sur la protection des enfants et des femmes (viol comme arme de guerre), pour lesquels elle va créer des actes spécifiques. Des questions délicates. «Lorsqu'un groupe renonce aux mines, c'est un choix militaire: il suffit de les détruire, compare Elisabeth Decrey. Mais les enfants soldats, c'est un problème de société. Souvent, ils sont volontaires et vivent avec leur famille entière dans les baraquements. Que faut-il en faire, alors?» Contrairement aux mines, on ne peut pas simplement les détruire. ◦